

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 11/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES DRAGAGES D'ANCENIS

Route d'Ancenis
44670 Juigné-des-Moutiers

Références : N1-2023-974-rapport

Code AIOT : 0006301642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement SOCIETE DES DRAGAGES D'ANCENIS implanté Le Grand Coiscault 44540 Vallons-de-l'Erdre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES DRAGAGES D'ANCENIS
- Le Grand Coiscault 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0006301642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La sablière du Grand Coiscault est exploitée depuis 1997 par la Société des Dragages d'Ancenis, filiale du groupe HERVE. Les matériaux bruts (sables pliocènes) sont extraits du plan d'eau d'extraction au moyen d'une drague suceuse. Ils sont ensuite acheminés via une gaine de transfert étanche vers une installation de traitement.

L'autorisation d'exploiter la carrière de sables a été accordée pour une durée de 30 ans. La quantité de matériaux extraits annuellement a été limitée à 250 000 tonnes.

Les zones visitées lors de l'inspection sont : la zone d'extraction et ses abords, les abords de la plate-forme des installations (en partie) et l'atelier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des visites précédentes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Transmission des plans	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 11	/	Sans objet
4	Bruits et émergences (suites visite du 06/09/2022)	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 7.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Retombées de poussières (suites visite du 06/09/2022)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Sans objet
7	Clôture (suites visite du 06/09/2022)	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.5	/	Sans objet
8	Périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 3.1	/	Sans objet
9	Cuve de carburant	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect bandes de protection : Constat visite du 28/07/2016	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2	/	Sans objet
3	Nettoyage du séparateur : Constat visite du 28/07/2016	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.2	/	Sans objet
6	Aménagement paysager (suites visite du 06/09/2022)	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter le plan d'exploitation, notamment avec un relevé bathymétrique permettant de vérifier la profondeur d'extraction. Il doit régulariser le périmètre autorisé.

La clôture du site doit être complétée afin d'interdire l'accès aux zones dangereuses. Elle doit être régulièrement vérifiée et maintenue en bon état.

L'exploitant doit préciser les impacts de la sablière en matière de bruit et de retombées de poussières.

Si la cuve de carburant n'est pas équipée d'un système permettant de vérifier l'intégrité du réservoir principal (par exemple : une alarme permettant de s'assurer de l'intégrité de la double enveloppe), elle doit être placée sur rétention.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Respect bandes de protection : Constat visite du 28/07/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2
Thème(s) : Situation administrative, Bande de protection
Prescription contrôlée :

L'exploitation, la remise en état et le réaménagement s'effectueront d'une manière coordonnée, selon le phasage et les moyens prévus dans le dossier de demande d'autorisation modifié en 2009, en particulier : [...] - l'exploitation sera conduite jusqu'à une profondeur maximum de 20 m soit la cote 26 m NGF et à une distance de 20 m de la limite de l'autorisation. [...]

Constats :

Constat du 06/09/2022 :

Sur le plan d'exploitation de 2021 consulté, il a été constaté que la distance de 20 mètres entre le bord du plan d'extraction et la limite d'autorisation n'est pas respectée en deux emplacements : au Sud du bassin d'extraction sur une distance d'environ 50 mètres (sur une zone différente de celle constatée en 2016) et au Nord du bassin d'extraction sur une distance d'environ 250 mètres.

L'exploitant a été mis en demeure de reconstituer les bande de protection de 20 m par arrêté préfectoral du 27/10/2022.

Constat du 26/09/2023 :

Sur le plan d'exploitation mis à jour le 20/09/2023, il a été constaté que la bande de protection de 20 mètres avait été reconstituée par rapport à la limite de site telle qu'elle était représentée sur les plans précédents.

Sur le site, il a été constaté que des matériaux avaient été apportés pour reconstituer la bande de 20 mètres.

Il a été constaté qu'un merlon avait été mis en place au droit de la zone devant être exploitée afin de matérialiser la limite de 20 mètres.

Observations : Il est proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/10/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Transmission des plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 11

Thème(s) : Situation administrative, Plan

Prescription contrôlée :

L'exploitant établira un plan d'exploitation de la carrière. [...]

Ce plan sera mis à jour une fois par an. Un exemplaire sera adressé à l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Constat du 06/09/2022 :

Le plan de l'année 2016 avait été transmis sous format papier par courrier du 18 octobre 2016. Préalablement à l'inspection et sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis les plans au format numérique pour les années 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021.

Constat du 26/09/2023 :

L'exploitant n'avait pas transmis le plan 2022 suite à sa mise à jour. Le plan mis à jour le 20/09/2023 a été remis en version informatique avant la visite et au format papier lors de la visite à la demande de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit transmettre chaque année le plan d'exploitation mis à jour.

Le plan 2023 ne comporte pas les courbes de niveau ou côte d'altitude des points significatifs. Il ne permet pas de vérifier la profondeur d'extraction.

Observations : Le plan doit également intégrer les dispositifs de clôture, une légende et ne pas représenter les éléments qui ne sont plus existants comme le petit bosquet au sud.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Nettoyage du séparateur : Constat visite du 28/07/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Le séparateur sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans les cas au moins une fois par an.
Constats : <u>Constat du 06/09/2022 :</u> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le nettoyage des séparateurs n'a pas été effectué depuis 2020. <u>Constat du 26/09/2023 :</u> L'exploitant a présenté la facture et les bordereaux de suivi de déchets dangereux relatifs au nettoyage des 2 séparateurs à hydrocarbures le 09/11/2022 réalisé par la société SARP-OSIS (Boues hydrocarburées = 0,1 t, eaux hydrocarburées = 1,9 tonnes). L'exploitant a présenté le résultat des analyses réalisées en sortie des 2 séparateurs (prélèvement le 28/04/2022 – analyse réalisée par Inovalys). Le résultat pour les hydrocarbures totaux est inférieur au seuil de détection pour le séparateur « bassin de sortie » (lave-roues). Il est de 0,95 mg/l pour le séparateur « aire de lavage ». L'exploitant a indiqué que le nettoyage du séparateur à hydrocarbures est programmé dans les prochains jours et qu'une analyse du rejet sera réalisée avant la réalisation du nettoyage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Bruits et émergences (suites visite du 06/09/2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Prescription contrôlée : Les niveaux limites admissibles de bruit, mesurés en limite de propriété et les émergences mesurées à une distance de 200 mètres de la limite du périmètre d'exploitation, ne doivent pas excéder du fait de l'installation les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :[tableau]
Constats : <u>Constat du 06/09/2022 :</u> L'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer si la méthode utilisée pour réaliser les mesures de bruits étaient la méthode "d'expertise" ou la méthode de "contrôle". Dans ce dernier cas, une conclusion quant à la conformité des émissions sonores de l'établissement ne peut être tirée que si le résultat de la mesure diffère de la valeur limite considérée (émergence ou niveau admissible) de plus de 2 dB(A). Aussi, les mesures d'émergence réalisées en 2020 et 2021 à "La Vigne" ne permettent pas d'établir la conformité des émissions sonores de la carrière par rapport à la réglementation, pour ce point de mesure. Suite à la visite, l'exploitant a transmis les rapports relatifs aux mesures de bruit réalisées en 2020 et 2021. La méthode utilisée est la méthode de contrôle. <u>Constat du 26/09/2023 :</u> Le dernier rapport de mesures de bruit a été consulté. Les mesures de bruit ont été réalisées le 19/01/2023 selon la méthode d'expertise par Technilab. Les résultats au lieu-dit Le Grand Coiscault, au nord du site, montrent une émergence faible de 0,5 dB(A). Les résultats au lieu-dit La Vigne, au sud du site et plus proche de la plate-forme des installations et de commercialisation, montrent une émergence de 14 dB(A) (à comparer à une valeur limite d'émergence de 5 dB(A)) et une tonalité marquée présente pendant 74 % de la durée de fonctionnement du site (valeur limite de 30%) . Le rapport indique que ces valeurs sont probablement liées à l'activité agricole réalisée à proximité du capteur le jour des mesures. L'exploitant indique que de nouvelles mesures ont été réalisées le 19/09/2023.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport des nouvelles mesures et de réaliser, lors du prochain contrôle, des mesures en limite de site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Retombée de poussières (suites visite du 06/09/2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 06/09/2022 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières émises par les installations relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées (traitement des matériaux).</p> <p><u>Constat du 26/09/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de mesure des retombées de poussières (3^{ème} campagne – avril / mai 2023 – Technilab). Les mesures ont été réalisées avec des jauges Owen selon la norme NFX43-014.</p> <p>Les niveaux mesurés sont faibles à l'exception du point témoin qui comportait par ailleurs 84 % de matières organiques.</p> <p>Le plan de surveillance, établi le 10/06/2021, a été consulté. Il comporte la localisation des premières habitations autour du site, la localisation des activités émettrices de poussières et la rose des vents. Cependant, les points de mesure choisis ne tiennent pas compte des deux derniers éléments : la rose des vents montre des vents dominants venant du sud-ouest et, dans une moindre mesure, venant du nord-est. Aucun point de mesure n'est prévu au niveau de l'habitation située sous les vents dominants de nord-est de la plate-forme des installations et de commercialisation alors que des points de mesure sont localisés au niveau d'habitations qui ne sont pas sous les vents dominants du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Aménagement paysager (suites visite du 06/09/2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2
Thème(s) : Autre, Insertion paysagère
Prescription contrôlée : L'exploitation, la remise en état et le réaménagement s'effectueront d'une manière coordonnée, selon le phasage et les moyens prévus dans le dossier de demande d'autorisation modifié en 2009, en particulier :- en périphérie du site, des merlons d'une hauteur minimum de 2 m seront construits en utilisant les terres de découvertes et les stériles de décapage. Un écran d'arbres et d'arbustes d'essence existant dans le voisinage sera maintenu et complété sur la périphérie du périmètre autorisé de façon à masquer autant que possible la carrière et les installations,[...] Article 9 de l'arrêté préfectoral du 24/09/1997 : Le site sera entouré d'un ensemble de haies plantées d'essences traditionnelles.
Constats : <u>Constat du 06/09/2022 :</u> Il a été constaté qu'un merlon avait été réalisé en périphérie du site mais qu'aucun écran d'arbres et d'arbustes, d'essence existant dans le voisinage, n'a été mis en place en périphérie du site au Nord de la carrière. <u>Constat du 26/09/2023 :</u> Dans son dossier de demande d'extension du site, l'exploitant indique avoir réalisé la plantation de 520 ml de haies au printemps 2023 (angle sud-ouest de la plate-forme des installations et angle nord-ouest du bassin d'extraction et des bassins de décantation). Les plantations ont été constatées sur le site. Des zones non entourées de haies persistent : à l'est de la plate-forme des installations, au nord-est et à l'est du bassin d'extraction. L'exploitant propose de ne pas réaliser de plantation en périphérie de ces zones car elles devraient être détruites dans le cadre de l'extension actuellement en cours d'instruction. Dans son dossier, l'exploitant propose des plantations de haies périphériques cohérentes avec son projet d'extension. Dans le cas où le projet d'extension ne serait pas autorisé, l'exploitant devra finaliser la plantation de haies autour du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Clôture (suites visite du 06/09/2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Le site sera efficacement clôturé afin d'en interdire l'accès. Des pancartes indiquant le danger seront fixées sur cette clôture.[...]
Constats : <u>Constat du 06/09/2022 :</u> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le site n'était pas entièrement clôturé, en particulier à deux emplacements : près des installations de traitement au Sud-Ouest et le long du bassin d'extraction à l'Est. Cependant, ce point n'a pas fait l'objet d'un constat visuel lors de la visite d'inspection. <u>Constat du 26/09/2023 :</u> Lors de la visite, il a été constaté que des clôtures avaient été posées à l'Est et au Nord de la zone d'extraction. Au Nord-Ouest et à l'Ouest de la zone d'extraction, le merlon et la végétation jouent le rôle de clôture naturelle. Cependant, un passage est possible entre la clôture au Nord et le merlon au Nord-Ouest. La clôture doit donc être complétée. Il a été constaté l'existence d'une clôture au Sud de la plate-forme et qu'il manquait une partie de clôture à l'Ouest (l'ensemble du site n'a pas été vérifié).

L'exploitant doit compléter les parties de clôture manquantes afin d'interdire l'accès aux zones dangereuses. La végétation peut jouer le rôle de clôture naturelle si elle est suffisamment dense.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 3.1
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre autorisé
Prescription contrôlée : Conformément au plan cadastral joint à la demande, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles ZX 18p, 19, 20p, 22, 23p
Constats : Le plan cadastral joint au dossier de demande d'autorisation de 1997 représentait les limites de parcelles et la clôture selon la même ligne. Cependant, sur le plan d'exploitation mis à jour par le géomètre le 20/09/2023, les limites de 3 parcelles au nord sont en léger décalage et deux parties de parcelles sont intégrées au périmètre exploité, sans être listées dans la liste des parcelles autorisées : environ 15 mètres d'un chemin rural et un triangle d'environ 200 m ² de la parcelle ZX 21. L'exploitant doit régulariser la situation : - soit en remettant en état les surfaces concernées, - soit en demandant l'intégration dans le périmètre autorisé, en accord avec les propriétaires et en compatibilité avec les documents d'urbanisme. Cette demande peut être faite dans le cadre du projet d'extension du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Cuve de carburant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel doit être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand récipient associé, - 50 % de la capacité globale des récipients associés.
Constats : Dans l'atelier, il a été constaté la présence d'une cuve de carburant à double enveloppe qui ne semble pas équipée d'une détection de présence de liquide associée à une alarme permettant de signaler la perte d'étanchéité du réservoir principal. En l'absence de possibilité de s'assurer de l'intégrité de la cuve de GNR, celle-ci doit être placée sur une rétention d'un volume adapté (au moins 100 % de la capacité de la cuve).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet